



CELLULE D'ANALYSE DE POLITIQUES
ECONOMIQUES DU CIRES

INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS :
DETERMINANTS ET INFLUENCE SUR
LA CROISSANCE ECONOMIQUE¹

ESSO Loesse Jacques

¹ Ce numéro de BUPED est tiré de Politique Economique et Développement N°117 de la CAPEC.

1. Introduction

L'investissement direct étranger (IDE) est une source importante pour la croissance des pays en développement, qu'il soit sous forme de prêt, sous forme de prise de participation ou sous forme de joint venture. Cependant, les pays en développement ont parfois exprimé leurs inquiétudes quant aux conséquences économiques, sociales, politiques des IDE.

En Côte d'Ivoire, les différentes autorités de l'Etat ont mis en place des politiques visant à attirer les IDE en quantité importante. Dès son accession à l'indépendance, la Côte d'Ivoire s'est lancée sur le chemin du libéralisme et de l'ouverture vers l'extérieur. Les politiques appliquées par les différents gouvernements ont permis de hisser le pays en tête des pays en développement de l'Afrique Subsaharienne. Mais, les changements de l'environnement économique ivoirien depuis le début de la grande crise économique des années 80 ont été cruciaux. La gestion du pays par une junte militaire pendant 10 mois (décembre 1999-octobre 2000) a mis un frein aux relations bilatérales et multilatérales qui étaient déjà en souffrance. Cette situation a contribué à une réduction ou un arrêt des activités de nombreux investisseurs. L'avènement de la Deuxième République qui annonçait une nouvelle vision et de nouveaux projets de développement augurait une ère nouvelle. Mais la grande crise politico-militaire, sans précédent, que connaît le pays depuis le 19 septembre 2002 a profondément bouleversé la donne.

Les investissements directs étrangers en Côte d'Ivoire (en pourcentage du produit intérieur brut) semblent procycliques au taux de croissance du produit intérieur brut. Ils ont connu une augmentation remarquable entre les années 1993 et 1996, et baissent depuis 1997 avec le niveau d'activité.

Il convient alors de s'interroger d'abord sur les facteurs permettant d'attirer les investissements directs étrangers et ensuite d'explicitier la relation formelle existant entre investissements directs étrangers et croissance économique en Côte d'Ivoire en vue de réfléchir sur les politiques à mettre en oeuvre pour capter davantage d'investisseurs étrangers.

Cette étude vise deux objectifs principaux. Elle recherche d'abord les déterminants des investissements directs étrangers entrant en Côte d'Ivoire et cherche ensuite à quantifier l'effet de ces investissements sur la croissance économique de la Côte d'Ivoire. Il s'agira en fait de montrer les principaux facteurs qui influencent de façon directe l'attractivité de la Côte d'Ivoire en termes de prise de participations et d'acquisitions dans des entreprises domestiques par des investisseurs étrangers. Ce travail vise aussi à mettre en relation la croissance de l'activité économique et les flux entrants de capitaux étrangers de la Côte d'Ivoire.

Pour atteindre les objectifs de ce travail, deux modèles économétriques sont construits après plusieurs phases de tests statistiques. Le deuxième modèle est dérivé d'un modèle de croissance de type Solow augmenté du capital humain et des capitaux étrangers. Les capitaux physique et humain sont supposés se déprécier au même taux constant. Les données utilisées pour l'estimation des modèles sont issues de la CNUCED, de la Banque Mondiale et de Freedom House et couvrent la période 1970-2001. Ces modèles sont estimés par les moindres carrés généralisés.

Cette étude montre que les principaux déterminants significatifs des IDE entrants sont le niveau de connaissances moyen de l'économie, le niveau du produit intérieur brut par tête, la taille du secteur privé de l'économie, le degré des libertés civiles et des droits politiques, la dévaluation, les

politiques d'incitations à l'investissement, l'épargne nationale. Les flux d'IDE entrants de la Côte d'Ivoire ont eu une influence positive significative sur la croissance économique de 1970 à 2001.

La section suivante présente la politique de promotion mise en place en Côte d'Ivoire pour attirer des investisseurs, notamment étrangers. La Section 3 présente succinctement les principaux résultats de la littérature sur les déterminants des IDE et leur influence sur la croissance économique d'un pays. Les données de l'étude sont présentées et décrites dans la Section 4. Cette section expose aussi la méthodologie économétrique. Dans la Section 5, nous exposons les principaux résultats sur les facteurs qui influencent les IDE entrants de la Côte d'Ivoire d'une part et d'autre part sur la relation entre les IDE et la croissance économique. Nous terminons par une conclusion qui propose, par ailleurs, quelques recommandations.

2. Politique de mobilisation des IDE

Cette section présente les efforts entrepris par la Côte d'Ivoire pour promouvoir les investissements. Elle retrace, en outre, la structure des investissements étrangers d'une part et l'évolution des IDE entrants de la Côte d'Ivoire d'autre part.

2.1. Incitations à l'investissement

Pour assurer la promotion des investissements, la Côte d'Ivoire s'est dotée de plusieurs moyens institutionnels depuis son accession à l'indépendance. Il s'agit par exemple de l'Office de Promotion de l'Entreprise Ivoirienne (OPEI) créé en 1968, le Crédit de la Côte d'Ivoire (CCI) en 1970, du Bureau de Développement Industriel (BDI) en 1971, du Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI) en septembre 1993.

Le CEPICI vise, aujourd'hui, à promouvoir l'investissement privé national et étranger, autrement dit à "susciter, encourager et accompagner la création de richesses en vue de contribuer à hisser, en une seule génération, c'est-à-dire d'ici 2025, la Côte d'Ivoire au rang des pays industrialisés" (termes officiels du décret de création).

Les actions du CEPICI sont, entre autres, l'organisation des missions de promotion à l'étranger, l'organisation des forums des investisseurs ("*Investir en Côte d'Ivoire*"), l'organisation des forums sectoriels, la recherche des partenaires d'affaires pour les promoteurs locaux, la fourniture d'informations et assistances aux investisseurs dans leurs démarches multiples.

La politique d'incitations à l'investissement s'est traduite par l'adoption du nouveau Code des investissements en 1995¹ et de codes sectoriels (code minier, code pétrolier, code des télécommunications). Le Code des investissements est précédé d'un ensemble de mesures visant à accroître la compétitivité de l'économie ivoirienne, notamment des mesures d'allègement fiscal, et a pour but d'orienter les investissements privés vers le secteur industriel. Il institue deux régimes distincts d'incitations: le régime de déclaration et le régime d'agrément. Le régime de déclaration permet à tout investisseur d'être éligible aux avantages prévus par le Code, sur une simple déclaration de l'investisseur attesté par le CEPICI, sous un délai de 48 heures au maximum et de façon quasi automatique². Le régime d'agrément s'adresse aux investisseurs dont le montant est supérieur à 500 millions de francs CFA et à tous les secteurs en dehors du Bâtiment

¹ Deux codes d'investissement ont précédé celui de 1995 : le code de 1959 et celui de 1984.

² Ce régime s'adresse à tous les secteurs d'activité, à l'exception du Transport, du Commerce, du Bâtiment et des Travaux Publics et des Finances.

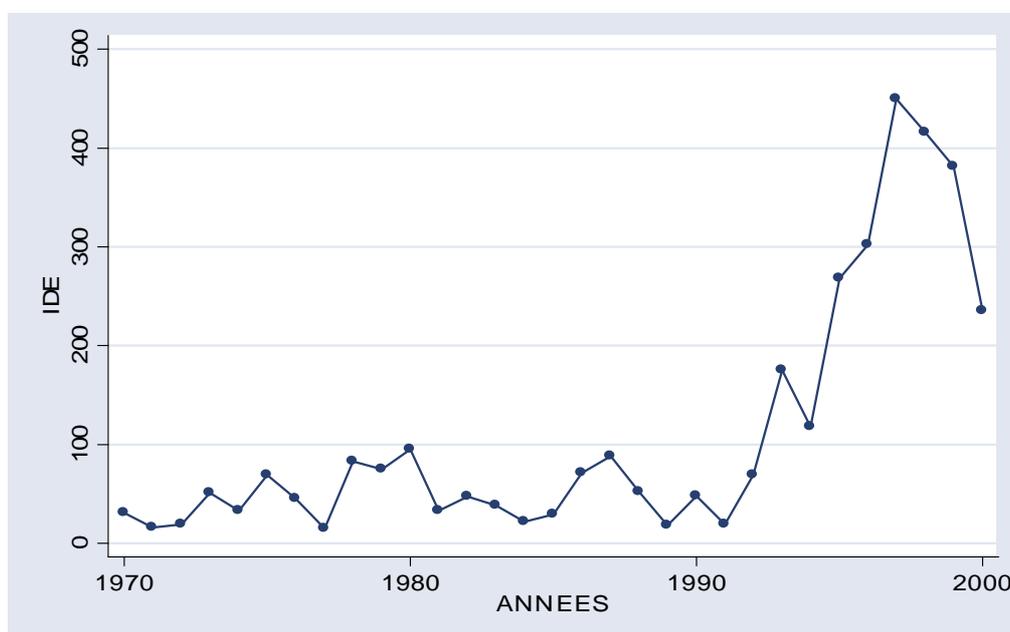
et des Travaux Publics et des Finances. Le Code accorde des avantages fiscaux aux entreprises déclarées éligibles³.

³ Les informations portant sur les mesures fiscales que prévoit le nouveau Code sont disponibles sur le site de "Investir en Zone Franc" (IZF) – www.izf.net.

2.2 Evolution des IDE en Côte d'Ivoire

L'analyse des IDE entrant en Côte d'Ivoire de 1970 à 2000 permet de distinguer deux grandes périodes: la période 1970-1991 et la période 1992-2000. Le graphique 1 présente l'évolution des investissements directs étrangers dont a bénéficié la Côte d'Ivoire sur la période 1970-2000.

Graphique 1. Evolution des IDE en Côte d'Ivoire de 1970 à 2000 (en Millions \$ US)



Source: CNUCED

2.2.1 Période 1970-1991

Cette période connaît une évolution modeste des IDE. Le niveau des IDE n'a jamais dépassé 100 millions de dollars US. Cette période a été très marquée par des chocs à la fois internes et externes. La chute des prix du cacao et du café sur le marché mondial au milieu des années 80 et les chocs pétroliers de 1973 et 1979 constituent les principaux chocs externes. La grande crise des années 80, la hausse du taux

d'intérêt étranger des années 80, l'augmentation de la dette extérieure, les grands déficits fiscaux vers la fin des années 70 ont profondément affecté la stabilité macroéconomique du pays. Pour redresser l'économie en souffrance, les autorités nationales et le Fonds Monétaire International (FMI) se sont lancés dans des plans d'ajustement structurel dès 1981. Ceci est suivi de plans pour faciliter l'action du secteur privé. Toutes ces réformes, conjuguées des programmes de

privatisation et la mise en chantier de grands travaux réalisés par le secteur privé ont conduit à un léger fléchissement en 1987 des flux entrants d'IDE de la Côte d'Ivoire.

2.2.2. Période 1992-2000

Cette deuxième période commence juste après le passage du pays au multipartisme et le renforcement des relations avec le Fonds Monétaire International. En effet, le pays a lancé dès 1991 de nouveaux programmes de stabilisation et de relance économique dans le cadre de trois programmes d'ajustement structurel (PAS). Ces trois PAS devaient permettre la restructuration du secteur financier (PASFI), le rétablissement de la compétitivité globale de l'économie (PASCO) et l'amélioration des services de santé (PVRH). Il s'en est suivi une augmentation considérable du niveau des IDE durant cette période. La dévaluation de 1994 y a fortement contribué. L'un des objectifs de la dévaluation de 1994 était de rétablir la compétitivité des économies des pays de la zone franc. Les effets de la courbe en J se sont vite fait ressentir sur les IDE entrant en Côte d'Ivoire. En effet, une année seulement a suffi pour que le pays commence à recevoir d'importants flux d'IDE (Graphique 1).

L'effet de la dévaluation a été accéléré par l'adoption d'un nouveau code d'investissement en 1995, le troisième du genre depuis l'indépendance du pays. L'instabilité politique, la transition militaire, le retard pris dans les dernières privatisations et dans le programme de grands travaux ont contribué au ralentissement de cette tendance puisque, dès 1998 le niveau des IDE commence à baisser d'année en année.

Bien que les IDE à destination de la Côte d'Ivoire demeurent encore très faibles par rapport aux IDE mondiaux (0,6 pour cent), le pays est passé au premier rang des pays africains au Sud du Sahara (hormis

l'Afrique du Sud) pour les IDE hors mine et hydrocarbures.

La section suivante présente les résultats de travaux sur les déterminants des IDE entrants et de l'influence des IDE sur le développement économique.

3. Revue de la littérature

Les travaux théoriques et empiriques sur les investissements directs étrangers (IDE) indiquent une diversité de facteurs influençant les investissements directs étrangers. Ces facteurs peuvent être analysés du point de vue de l'économie hôte ou de l'investisseur étranger. Cette revue des travaux sur les IDE va d'abord présenter les études sur les déterminants des IDE et ensuite exposer succinctement les principaux résultats sur leur influence sur la croissance économique d'un pays.

3.1 Déterminants des IDE

Les facteurs pouvant influencer les investissements directs étrangers peuvent aussi s'analyser suivant le pays bénéficiaire des IDE ou suivant l'investisseur étranger. Des études ayant analysé les déterminants des IDE du point de vue de l'économie d'accueil indiquent deux principaux groupes de facteurs : les "*pull factors*" et les "*push factors*"⁴.

Les *pull factors* sont les facteurs qui attirent les investisseurs (effets positifs sur les IDE). Ils reflètent les différentes opportunités qu'offre une économie et les risques encourus par les investisseurs. Les *pull factors* sont les facteurs qui attirent les IDE. Les travaux sur les déterminants des IDE montrent que les *pull factors* sont des indicateurs macroéconomiques (PIB par tête, taux de croissance de l'économie), le degré d'ouverture de l'économie et l'indice de risque politique. D'autres *pull factors*

⁴ Voir par exemple Merlevede et Schoors (2004), Wilhelms et Witter (1998), Boudjedra (2004).

peuvent être l'avantage comparatif en termes de coût de production, la stabilité politique et économique, en particulier l'absence d'hyperinflation et une bonne sécurité civile, la présence d'infrastructures (transport et information), un bon système éducatif, un bon cadre de travail, un environnement sécurisant pour les investissements, un marché local en pleine croissance, l'existence d'un bon système bancaire et financier, l'existence d'activités de substitution aux importations, les politiques incitatives.

Les *push factors*, en revanche, sont les facteurs répulsifs, autrement dit les facteurs qui découragent les investisseurs. Ce sont des facteurs relatifs aux coûts d'opportunité et qui décrivent l'environnement macroéconomique de l'investissement. Hernandez et al. (2001), en étudiant les déterminants des IDE entrants de pays en développement, trouvent comme *push factors* le taux d'intérêt international, le PIB des pays industriels, le service de la dette (en pourcentage du PIB), la variation du taux de change effectif réel. D'autres *push factors* apparaissent dans l'analyse de Kaufmann et Wei (1999); ce sont la corruption, l'absence de transparence.

En se plaçant du côté de la firme multinationale, Dunning (1977) a tenté d'expliquer les investissements étrangers à partir des facteurs de concurrence imparfaite, des avantages comparatifs et de l'internalisation des coûts de transaction. Il montre, dans son étude, que les facteurs qui déterminent une firme à choisir entre exportation, transfert de ressources à l'extérieur et investissement direct sont d'abord les avantages monopolistiques, ensuite l'internalisation (exploitation optimale du marché) et enfin la localisation. Un approfondissement de cette étude amène Dunning (1993) à distinguer cinq groupes de multinationales. Les "*Resource Seekers*" sont des entreprises qui s'implantent dans une économie dans le but d'acquérir des ressources

particulières à bas coût ou des ressources indisponibles dans son lieu de résidence. (Merlevede et Schoors, 2004). Les "*Market Seekers*" représentent les firmes en quête de la rentabilité dans l'approvisionnement du marché local. Les "*Efficiency Seekers*" recherchent l'efficacité provenant de l'économie d'échelle et de la diversification des risques pouvant résulter d'une implantation des unités de production à l'étranger. Les "*Strategy Asset ou Capability Seekers*" sont des firmes qui achètent des actions à l'étranger en vue de promouvoir leurs objectifs de long terme. Les firmes dont les motivations ne peuvent être classées dans aucun des groupes précédents constituent le cinquième groupe.

Pour Hirsch (1976), trois groupes de variables permettent d'expliquer le choix de la firme entre l'échange international et l'investissement. On distingue d'abord le groupe des variables ayant trait au principe dynamique de l'avantage comparatif. Les principales variables sont les coûts de production et les coûts de commercialisation. On a ensuite les variables se rattachant à la connaissance et enfin les variables relatives aux coûts de contrôle et de coordination. Ce groupe vient du principe selon lequel plus une firme s'agrandit et se décentralise, plus elle supporte des coûts dus à la coordination des opérations de production, d'approvisionnement, de transport et même de formulation et de mise en oeuvre des procédures de contrôle⁵.

3.2. IDE et développement économique

Les investissements étrangers représentent une source importante de financement dans les pays en développement. Leurs effets sur la croissance varient d'un pays à un autre. La théorie économique propose deux

⁵ Voir aussi Piper (1971), Peterson, Malhota et Wagner (1999).

approches pour évaluer les effets des investissements directs étrangers sur le pays hôte. L'une des approches est inspirée de la théorie du commerce international⁶ (MacDougall, 1960) tandis que l'autre s'appuie sur la théorie de l'organisation industrielle (Hymer, 1960; Buckley et Casson, 1976; Caves, 1971; Dunning, 1973; Kindleberger, 1969, Vernon, 1966)⁷.

De nombreux travaux ont analysé l'influence des investissements directs étrangers sur le développement des pays moins avancés. Ainsi, les flux d'IDE augmentent l'investissement total des pays en développement (World Bank, 1999). Une régression sur données de panel couvrant la période 1970-1989 conclut qu'une augmentation des IDE d'un point de pourcentage accroît l'investissement domestique de 0,5 à 1,3 pour cent (Borensztein, de Gregorio et Lee, 1998). Outre ces flux financiers qu'ils occasionnent, les IDE aident à promouvoir la croissance dans les pays en développement en facilitant le transfert de technologie, en accroissant le niveau de connaissances des travailleurs, en assurant la promotion de la compétitivité, et en augmentant les exportations. Ces effets externes se traduisent par une croissance de la productivité de l'économie plus importante. Borensztein, de Gregorio et Lee (1998) trouvent qu'une augmentation d'un point de pourcentage du ratio des IDE sur le PIB accroît le taux de croissance du PIB par tête du pays hôte de 0,8 pour cent, en étudiant un panel de 69 pays en développement. Pour Wacziarg (1998),

⁶ Cette approche est un équilibre partiel statique dont les principales prédictions sont que les IDE élèvent la productivité marginale du travail et réduisent la productivité marginale du capital du pays hôte. Les gains directs des IDE pour le pays hôte sont, entre autres, la hausse des recettes fiscales sur les profits étrangers, l'acquisition de savoir-faire ou de méthodes efficaces des firmes domestiques.

⁷ Pour une revue des effets des IDE suivant l'approche de l'organisation industrielle, voir Dunning (1993), Caves (1996), Blomstrom et Kokko (1997).

chaque point de pourcentage du ratio des IDE sur le PIB est associé à une élévation du taux de croissance du PIB par tête de 0,3 à 0,4 pour cent. Ces résultats sont identiques à ceux de Blomstrom, Lipsey et Zejan (1992) qui fondent leur étude sur les pays en développement à revenu élevé.

Les flux internationaux de capitaux réduisent les risques pour leurs détenteurs à travers la diversification de prêts et des investissements qu'ils offrent (Loungani et Razin, 2001). Par ailleurs, les IDE contribuent à la diffusion de pratiques optimales en matière de gestion d'entreprise, de règles comptables et d'application de la loi. Ils incitent aussi les gouvernements à mener de bonnes politiques afin d'attirer plus de capitaux. Les IDE sont solidement installés et ne peuvent quitter le pays bénéficiaire aux premiers signes de difficultés. Ils sont immédiatement réévalués en cas de crise.

Le principal canal fondamental par lequel les IDE contribuent à la croissance semble l'accès élevé à la technologie. Spécifiquement, cet accès à la technologie est le résultat d'un apport de technologies modernes, contribuant à un accroissement d'efficacité d'utilisation des technologies existantes ou un développement des structures locales de recherche et développement pour stimuler le transfert d'expertise et la production locale. Par ailleurs, les concurrents peuvent, par un phénomène d'apprentissage ou d'imitation, s'approprier progressivement les techniques nouvelles.

L'effet des IDE sur la création d'emplois dans le pays bénéficiaires reste très mitigé. Pour la Banque Mondiale, le surcroît d'activité économique généré par une entrée d'IDE profite à l'économie du pays hôte en créant des emplois. Saravanamuttoo (1999) parvient au même résultat que les IDE augmentent l'emploi dans les pays en développement. Cependant, Gillis et al. (1987) soulignent que les preuves concrètes de

l'incidence des IDE sur l'emploi ne sont guère convaincantes.

Les investissements directs étrangers peuvent aussi donner lieu au renforcement et au développement des ressources humaines, pouvant se manifester par des programmes de formation, de stages, de séminaires des travailleurs locaux et des échanges de connaissances entre les expatriés et les employés locaux. Les entreprises multinationales sont actives dans les secteurs utilisant relativement plus de travailleurs qualifiés (Feenstra et Hanson, 1997). Athukorala et Menon (1995) montrent que les IDE en Malaisie ont facilité la diffusion de technologie et ont amélioré le niveau de connaissances des travailleurs. Les IDE contribuent indirectement à la croissance économique par la diffusion de connaissances dans les différents secteurs de l'économie lorsque les travailleurs migrent vers les firmes locales.

Les IDE contribuent aussi à la croissance économique en promouvant la concurrence domestique. L'investissement des multinationales peut permettre l'accès des biens produits dans les pays hôtes au marché des pays d'origine. Dans un autre sens, il ouvre le marché intérieur aux marchés internationaux. En recherchant à conquérir des parts de plus en plus grandes du marché local, les multinationales stimulent l'efficacité technique et le changement du niveau technique des sociétés, ce qui conduit vraisemblablement à une concurrence ardue sur le marché et par conséquent à l'amélioration de la qualité de la production et le bien-être des consommateurs. L'effet des entreprises multinationales sur la concentration dans un secteur dépend de la taille du marché local et de l'existence des barrières à l'entrée.

Les investissements directs étrangers peuvent accroître les exportations

du pays hôte. Pour Blomstrom et Kokko (1997), les entreprises multinationales font face à de faibles coûts d'exportations relativement à ceux des entreprises locales du fait de la connaissance par les multinationales du marché international et des conditions d'accès aux réseaux de distribution et au marketing étranger. Les multinationales facilitent les exportations des produits locaux grâce à leurs réseaux de distribution.

Les pays en développement ne bénéficient pas que des IDE; l'effet positif des IDE sur la croissance dépend de la qualité de l'environnement politique. Cet effet est plus important dans les pays en développement à fort taux d'épargne, utilisé comme proxy d'une bonne politique économique (World Bank, 1999), et est d'autant plus grand que le pays est ouvert sur l'extérieur (World Bank, 1997).

Les investissements réalisés grâce à des fonds étrangers permettent l'augmentation des recettes publiques, des redevances de l'Etat et la stimulation de la croissance. En effet, les bénéfices générés par les IDE contribuent à augmenter les recettes fiscales du pays hôte. Une étude de 69 pays en développement réalisée en 1995 montre que les IDE ont un effet plus important sur la croissance que l'investissement intérieur. Toutefois, Boukllia-Hassane et Zatlà (2001) ont montré l'ambiguïté de l'impact des IDE sur la croissance des pays sud méditerranéens comparativement au reste des pays en développement.

La section suivante présente les différentes sources des données et les variables utilisées et expose la méthode d'analyse.

4. Méthodologie économétrique

Dans cette section, il s'agira de préciser les différentes sources de données et la méthode d'analyse.

4.1 Sources des données

Les données de cette étude sont principalement issues de la Banque Mondiale, de la CNUCED et de Freedom House. La série des IDE de la CNUCED a été préférée à celle de la Banque Mondiale pour deux raisons. D'abord, les données de la Banque Mondiale sur les IDE de la Côte d'Ivoire ne commencent qu'à partir de 1975 et ensuite ces données sont généralement sous-estimées dans les pays en développement selon la CNUCED. Un indicateur traduisant le statut des libertés civiles et des droits politiques est utilisé; cet indicateur est issu de Freedom House. Les statistiques du Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI) sur la période 1996-2003 permettent de présenter la structure par pays d'origine et par secteur des investissements étrangers. Les autres variables de l'étude sont issues de la base de données "2004 World Development Indicators" de la Banque Mondiale.

Dans la suite de ce document, y désigne le produit intérieur brut par tête, S l'épargne en pourcentage du PIB, $Trade$ le degré d'ouverture de l'économie égal à la somme des échanges commerciaux rapportée au PIB, $Cred$ le crédit au secteur privé rapporté au PIB, I l'investissement domestique (en pourcentage du PIB), H le capital humain représenté par le taux de scolarisation du secondaire, $Infl$ le taux d'inflation (variation de l'indice des prix à la consommation) et IDE l'investissement direct étranger rapporté au PIB.

4.2 Méthode d'analyse

Nous présentons deux modèles économétriques. Le premier vise à rechercher les déterminants des investissements directs étrangers entrants de la Côte d'Ivoire et le deuxième cherche à analyser l'effet des investissements directs étrangers sur la croissance économique

ivoirienne. Ces modèles économétriques sont construits en adoptant la méthodologie suivante⁸:

- Tests de racine unitaire sur les séries: nous utilisons principalement trois tests. Le test "*Augmented Dickey-Fuller*" (ADF) et celui de Phillips-Perron formulent une hypothèse nulle de présence de racine unitaire, tandis que le test KPSS teste l'absence de racine unitaire (stationnarité). Le test KPSS est basé sur les résidus d'une régression ordinaire d'une variable sur une constante (ou une constante et une tendance linéaire). Ces précautions sont prises pour éviter des régressions fallacieuses.

- Test de cointégration: la procédure de Johansen est utilisée pour tester la cointégration des variables intégrées.

- Spécification des équations: cette étape permet de tester plusieurs relations statistiques entre les variables. Le choix de la spécification du modèle sera fondé sur les critères d'information, notamment de Schwarz ou de Akaike, visant à retenir la relation statistique ayant l'information minimum.

- Estimation: les relations spécifiées sont estimées par la méthode des moindres carrés généralisés. Les hypothèses de base du modèle linéaire (bruit blanc, normalité, absence d'autocorrélation, homoscedasticité) sont testées sur les résidus. Le test de Jarque-Bera et le test visuel Quantile-Quantile permettent de tester la normalité des résidus.

4.2.1 Spécification de la relation entre IDE et ses déterminants

Les variables utilisées pour l'analyse des déterminants des IDE en Côte d'Ivoire sont principalement internes. Ce sont le PIB par tête retardé, l'épargne en pourcentage du PIB, l'ouverture de l'économie, le capital

⁸ Voir Hamilton (1994).

humain, le crédit au secteur privé, l'inflation, les libertés civiles et les droits politiques, la dévaluation, les mesures incitatives. Dans la phase de spécification de modèles, le taux d'intérêt du marché français a été utilisé comme facteur externe, mais cette variable dégrade la qualité des ajustements et reste statistiquement non significative.

Les tests de stationnarité appliqués à ces séries indiquent que toutes les variables sont intégrées d'ordre un, à l'exception du taux d'inflation. Le test de cointégration de Johansen conclut à l'absence de relation de cointégration entre ces variables prises ensemble ou entre l'IDE d'une part et chacune des autres

variables d'autre part⁹. Ainsi, les séries entrant dans l'explication de l'investissement direct étranger de la Côte d'Ivoire vérifient le modèle économétrique suivant inspiré de l'étude de Gao (2005), de Boukllia-Hassane et Zatlà (2001)¹⁰:

⁹ La statistique du maximum de vraisemblance conclut à l'absence de relation de cointégration tandis que la statistique de la trace indique trois relations de cointégration. Une vérification de la relation de cointégration montre qu'il n'existe pas de relation de court terme significative entre l'IDE (en logarithme) et les autres variables. Le degré d'ouverture est la seule variable admettant un terme de rappel significatif.

¹⁰ Certaines spécifications testées incluent la population de la Côte d'Ivoire. Cette variable s'est avérée non significative et réduit la significativité des autres variables du modèle.

$$\ln(IDE_t) = \alpha \ln(y_{t-1}) + \beta S_t + \gamma Trade_t + \lambda H_t + \theta Cred_t + \delta Infl_t + \Lambda' X_t + \varepsilon_t \quad (1)$$

$\alpha, \beta, \gamma, \delta, \lambda, \theta, \mu, \Lambda$ représentent les paramètres du modèle à estimer et X désigne un ensemble de variables catégorielles incluant la dévaluation et le statut des libertés civiles et des droits politiques. Les travaux théoriques et empiriques indiquent que le signe attendu de l'effet du PIB par tête, de l'ouverture du pays aux échanges commerciaux internationaux est positif. ε désigne la composante de l'IDE non expliquée par le modèle.

4.2.2 Relation entre IDE et croissance économique

Les flux entrants d'IDE augmentent le volume des investissements globaux, ce qui accroît l'attractivité laissant penser à une contribution positive des IDE à la croissance économique.

L'objectif de cette section est donc de corroborer analytiquement cette intuition et de la valider empiriquement pour le cas de la Côte d'Ivoire, autrement

dit elle va montrer l'influence de l'investissement direct étranger entrant de la Côte d'Ivoire sur sa croissance économique. Nous intégrons les IDE dans un modèle de croissance de type Solow-augmenté (Augmented-Solow model). Ce modèle introduit, outre le capital étranger K^e , le capital humain H . La production Y de l'économie obéit à une technologie de type Cobb-Douglas :

$$Y = A (K + K^e)^\alpha H^\beta (AL)^{1-\alpha-\beta}$$

α et β sont positifs et inférieurs à l'unité, et représentent respectivement la part du capital physique et celle du capital humain dans la production totale. Le progrès technologique A et le facteur travail L croissent à des taux constants et exogènes respectifs g et n . Le capital physique et le capital humain sont supposés se déprécier au même taux constant δ . Intégrons dans la spécification un effet de taille qui exprime la correspondance entre les IDE et la taille de l'économie approximée par son stock de capital :

$$K^e = bK. \quad (3)$$

Cette relation peut aussi s'interpréter comme une relation de complémentarité entre le capital étranger et le capital domestique. Désignons par s_k et s_h (supposées constantes) respectivement la propension à investir le capital physique et

la propension à investir le capital humain¹¹. La dynamique du modèle s'exprime par les équations :

$$s_k = \frac{K}{Y - rK^e} \text{ et } s_h = \frac{H}{Y - rK^e}, \text{ où } r \text{ est le coût du capital.}$$

$$\begin{cases} \dot{K} = s_k Y - \delta K \\ \dot{H} = s_h Y - \delta H + \theta K^e \end{cases} \quad (4)$$

θ représente l'effet spécifique des IDE sur l'accumulation de capital humain¹². Le taux

de croissance du capital par tête efficace vérifie alors la relation :

¹² Cette modélisation se justifie par la diffusion de technologie que les investissements directs étrangers occasionnent, ce qui a pour effet d'accroître le niveau de connaissances moyen de l'économie.

$$\frac{\dot{y}}{y} = g - (\alpha + \beta)(n + g + \delta) + \alpha s_k \frac{Y}{K} + \beta s_h \frac{Y}{H} + \beta \theta b \frac{K}{H}. \quad (5)$$

Une contrepartie de l'équation (6) estimable économétriquement est le

modèle autorégressif suivant¹³:

$$\ln(y_t) = \varphi \ln(y_{t-1}) + \alpha_1 \left(\frac{K_t}{Y_t} \right) + \alpha_2 \left(\frac{H_t}{Y_t} \right) + \alpha_3 \ln(n + g + \delta)_t + \alpha_4 b_t + u_t. \quad (6)$$

u désigne le terme aléatoire non expliqué par le modèle et φ, α_i ($i = 1, 2, 3, 4$) sont les paramètres à estimer du modèle. Nous considérerons, pour l'estimation de l'équation (7), comme variable proxy de l'investissement domestique la formation brute de capital fixe rapportée au produit intérieur brut; le taux de scolarisation du secondaire représentera le capital humain et l'IDE en pourcentage du produit

intérieur brut représentera les flux d'IDE entrants. Le taux de croissance de l'économie représentera le taux de croissance du progrès technologique et le taux de dépréciation du capital de la Côte d'Ivoire sera considéré égal à 10%, suivant l'étude de Ngouan (2005).

Les résultats des deux modèles précédemment présentés sont fournis par la section suivante.

5. Résultats empiriques

Les principaux résultats des relations économétriques précédemment construites sont présentés dans cette section.

5.1. Déterminants des IDE en Côte d'Ivoire.

Le tableau 1 présente les résultats de l'estimation de l'équation (1) pour la période 1970-2001 montrant les facteurs qui influencent l'entrée des investissements

directs étrangers en Côte d'Ivoire. La colonne [1] n'inclut pas le taux de change effectif réel tandis que cette variable est prise en compte dans le modèle présenté dans la colonne [2]. Les facteurs entrant dans l'explication de l'investissement direct étranger sont principalement internes¹⁴.

¹⁴ L'indice du risque pays (incluant les risques financier, économique et politique) couvrant la période 1984-1998 n'est pas introduit dans la modélisation que nous présentons. Cependant, une étude sur cette période montre une influence significative de cet indicateur sur l'entrée des IDE en Côte d'Ivoire. Les flux d'IDE baissent lorsque le risque pays augmente.

Tableau 1. Déterminants des IDE entrants de la Côte d'Ivoire. (Variable dépendante: IDE/PIB).

	[1]	[2]
Log(PIB/Tête) ₋₁	4,13* (0,00)	5,04* (0,00)
Epargne/PIB	-0,10* (0,00)	-0,11* (0,00)
Crédit/PIB	-0,18* (0,00)	-0,18* (0,00)
Ouverture	0,06* (0,00)	0,02 (0,50)
Capital humain	0,10* (0,00)	0,13** (0,01)
Inflation	0,01 (0,77)	0,04 (0,14)
Dévaluation	-3,36* (0,00)	-4,52* (0,00)
Statut	-0,96* (0,00)	-0,87* (0,00)
Code Investissement	1,90* (0,00)	2,84* (0,00)
Log(TCER)		-2,42 (0,14)
Constante	-24,4* (0,00)	-17,17** (0,04)
AR(1)	-0,95* (0,00)	-0,67* (0,00)
AR(2)	-0,41*** (0,07)	-0,43*** (0,07)
Observations	30	30
Durbin Watson	2,07	2,05
R ²	0,89	0,91

Notes: (*), (**) et (***) significativité respectivement à 1%, 5% et 10%.
Les nombres entre parenthèses sont les p-values.

Source: World Development Indicators 2004 et calculs de l'auteur.

Dans les deux modèles, la variation des facteurs déterminant les flux entrants d'IDE en Côte d'Ivoire explique environ 90% des variations des IDE rapportés au PIB. Les résidus issus des différentes estimations de la relation (1) présentent de bonnes propriétés. En effet, les tests de stationnarité (ADF et Phillips-Perron) montrent qu'ils sont stationnaires; les Q-statistiques de Ljung-Box indiquent que ces résidus sont des bruits blancs (absence d'autocorrélation¹⁵) et la statistique de White (F-stat[1]=1,35 et P-value[1]=0,29; F-stat[2]=0,91 et P-value[2]=0,46) conclut à l'homoscédasticité des résidus de chacun des modèles. En outre, la statistique de Jarque-Bera (Jarque-Bera[1] = 0,11 et P-value[1]=0,95; Jarque-Bera[2]=0,2 et P-value[2]=0,91) et les graphiques Quantile-Quantile indiquent la normalité de ces résidus.

Il ressort du tableau 1 que toutes les variables explicatives des IDE en pourcentage du PIB sont significatives, à l'exception du taux d'inflation qui reste non significatif dans les deux modèles. Dans le modèle [1], toutes les autres variables sont significatives au seuil de 99%. Le taux de change effectif réel intervenant dans le modèle [2] n'est pas significatif, même à 10%. Dans cette relation, le capital humain est la seule variable significative à 5%. Les deux modèles montrent que la dévaluation du franc CFA, le statut des libertés civiles et des droits politiques, le crédit au secteur privé en pourcentage du PIB et l'épargne en pourcentage du PIB ont, sur la période 1970-2001, exercé des effets négatifs sur l'entrée des IDE en Côte d'Ivoire. En revanche, l'ouverture de l'économie, le niveau du PIB par tête, le niveau de capital humain et les politiques d'incitations à l'investissement ont favorisé

¹⁵ La statistique de Durbin-Watson égale à 1,93 indique l'absence d'auto-corrélation d'ordre 1 dans les deux cas présentés. Le test de Breusch-Godfrey conclut à l'absence d'auto-corrélation d'ordre supérieur à 1.

l'afflux d'IDE en direction de la Côte d'Ivoire.

La taille du secteur privé approximée par le crédit au secteur privé rapporté au PIB affecte négativement de façon significative les flux d'IDE entrants de la Côte d'Ivoire, autrement dit, sur la période 1970-2001, les crédits alloués au secteur privé ont constitué un facteur dissuasif à la prise de participation ou à l'acquisition du capital d'entreprises locales par des investisseurs étrangers. Cet effet du crédit au secteur privé sur les IDE en Côte d'Ivoire est identique à l'effet crowding out (effet d'éviction) de l'investissement privé consécutif à une augmentation des taux d'intérêt du fait d'un élargissement de la contrainte d'emprunt de l'Etat. Lorsque la structure de l'économie reste inchangée, une hausse d'un point de pourcentage du crédit octroyé au secteur privé (relativement au PIB) réduit l'entrée en Côte d'Ivoire des IDE de 0,18 point de pourcentage.

Le niveau du PIB (en logarithme) indiquant le niveau de vie moyen de la population a eu pour effet d'augmenter de façon importante les flux d'IDE entrants entre 1970 et 2001. Lorsque le PIB augmente, l'économie nationale en pleine croissance présente de bonnes dispositions pour rémunérer les investissements. En effet, une forte croissance signifie une forte valeur ajoutée et par conséquent la possibilité d'une bonne rentabilité des investissements. Une élévation du niveau de vie d'un pour cent accroît les flux d'investissements directs étrangers d'environ 4,1 à 5 points de pourcentage.

Les politiques d'incitations à l'investissement initiées par la Côte d'Ivoire depuis les années 80 et renforcées en 1995 par la mise en application du nouveau code des investissements sont un déterminant important à l'entrée des IDE. Ces mesures ont contribué à diriger de nombreux flux d'IDE en direction de la Côte d'Ivoire. En effet, la réduction de moitié des

droits d'enregistrement d'apport en matière de société, l'abaissement du taux moyen pondéré des droits de douane (de 43% à 33 %), la suppression de la contribution employeur pour le personnel, la libre transférabilité hors Côte d'Ivoire des revenus de toute nature générés par l'investissement, etc. représentent des facteurs importants d'attractivité d'investissements et ont favorisé l'entrée massive d'IDE en Côte d'Ivoire, déjà à partir de 1995.

La dévaluation du franc CFA est intervenue un an avant la mise en vigueur du nouveau code des investissements. Cette étude montre plutôt que la dévaluation du franc CFA a eu pour effet de réduire de façon significative les flux d'IDE en faveur de la Côte d'Ivoire. Ce résultat ne semble pas vérifié par les données.

Le niveau de capital humain, apprécié par le taux de scolarisation du secondaire, a influencé positivement l'entrée des IDE en Côte d'Ivoire. Ce résultat corrobore l'idée théorique qui est que les investisseurs étrangers s'établissent dans les pays ayant un niveau de connaissances moyen élevé. Les compagnies multinationales préfèrent s'installer dans les pays disposant d'une main-d'oeuvre qualifiée à moindre coût. Ainsi, toutes choses égales par ailleurs, une hausse d'un point de pourcentage du niveau du capital humain fait augmenter le flux d'IDE entrants de 0,1 point.

L'épargne a exercé un effet négatif sur l'entrée des IDE en Côte d'Ivoire sur la période 1970-2001. Ce résultat est consistant avec la dynamique comparée de ces deux variables et justifie le résultat précédent qui est que les investissements étrangers s'implantent dans les pays à moindre coût du travail. En effet, l'épargne (en pourcentage du PIB) présente une tendance décroissante pendant que les IDE augmentent sur la période 1970-2001.

L'indicateur STATUT caractérisant le degré des libertés civiles et des droits politiques a eu une influence négative sur l'entrée des IDE en Côte d'Ivoire, autrement dit la Côte d'Ivoire a peu respecté les libertés civiles et les droits politiques, ce qui a eu pour conséquence une réduction des flux d'IDE en direction de la Côte d'Ivoire sur la période 1970-2001. La variable STATUT sert aussi de proxy à la liberté juridique et administrative. Par conséquent, les améliorations sur le plan de la gouvernance et de la liberté de la justice apparaissent comme des facteurs déterminants dans le choix d'investir en Côte d'Ivoire. En effet, les investisseurs préfèrent financer les entreprises implantées dans un environnement où la justice impartiale est bien appliquée et où les droits des citoyens sont respectés¹⁶.

5.2 Influence des IDE sur la croissance économique

Le tableau 2 résume les résultats du modèle (6). Les contributions de toutes les variables à la croissance sont positives. La contribution à la croissance de la variable proxy du capital humain devient négative lorsque nous introduisons dans le modèle une constante. Nous avons préféré un modèle sans constante, car ses résultats sont conformes au modèle théorique présenté précédemment et à la théorie économique.

¹⁶ Ce résultat confirme les conclusions de Gliberman et Shapiro (2002).

Tableau 2. IDE et croissance économique de la Côte d'Ivoire. (Variable dépendante: Log(PIB/tête)).

	Estimation	T-Statistique	P-Value
Log(PIB/Tête) ₋₁	1,02*	325,79	0,000
IDE/PIB	0,01*	4,12	0,000
Capital humain	0,0003	0,38	0,71
Investissement domestique	0,0006	1,06	0,30
Log(g+n+dépréciation)	0,11*	16,21	0,000
Observations		32	
Durbin-Watson		2,04	
R ²		0,99	

Notes: (*) Coefficient significatif à 1%.

Source: Calculs de l'auteur.

Le modèle est explicatif à 99,5%; le modèle prédit avec une bonne précision le taux de croissance du produit intérieur brut par tête de la Côte d'Ivoire.

Le logarithme du PIB par tête retardé d'une période, les IDE en pourcentage du PIB et le logarithme du taux de croissance naturel augmenté sont significativement non nuls au niveau de confiance de 99%. Le capital humain, approximé par le taux de scolarisation du secondaire, et l'investissement domestique (en pourcentage du PIB) ont des effets positifs, mais non statistiquement significatifs sur le PIB par tête (en logarithme).

Le résultat notable est l'obtention d'une relation positive significative (au niveau de confiance de 99%) entre le degré d'attractivité de la Côte d'Ivoire, approximé par les IDE en pourcentage du PIB, et la croissance économique. Sur la période 1970-2001, les investissements directs étrangers ont été une source importante

pour la croissance économique de la Côte d'Ivoire. Leur effet direct positif indique que, toutes choses égales par ailleurs, un point de pourcentage d'IDE supplémentaire entrant en Côte d'Ivoire engendre une augmentation de la croissance du produit intérieur brut par tête de 0,01 pour cent. Les politiques d'incitations à l'investissement mises en oeuvre ont contribué à accroître les flux d'IDE en faveur de la Côte d'Ivoire. Cet afflux de capitaux a contribué à accroître le volume total des investissements, augmentant la capacité productive de l'économie, ce qui a eu pour conséquence une augmentation du produit national brut de la Côte d'Ivoire. Cette création de richesse s'est concrétisée par l'accroissement du niveau de vie (ou PIB par tête) des agents de l'économie.

6. Conclusion et recommandations

Ce travail a eu pour objectifs principaux de déterminer d'abord les déterminants des investissements directs étrangers dont a bénéficié la Côte d'Ivoire sur la période 1970-2001 et ensuite de quantifier économétriquement l'effet de ces IDE sur la croissance économique sur la même période.

Les données de l'étude sont principalement issues de trois sources: CNUCED, Banque Mondiale et Freedom House. Les tests de stationnarité, de cointégration et de spécification ont permis d'estimer, par la méthode des moindres carrés, les influences de facteurs sur les flux entrants d'IDE (en logarithme) d'une part; d'autre part, une spécification économétrique autorégressive fondée sur le modèle de croissance néoclassique (Solow) augmenté du capital humain et des capitaux étrangers a mis en relation le produit intérieur brut par tête (en logarithme) et les flux d'IDE, le capital humain et le taux de croissance naturelle.

Les estimations du premier modèle montrent que les principaux déterminants significatifs des investissements directs étrangers de la Côte d'Ivoire sur la période 1970-2001 sont le niveau du PIB par tête, la taille du secteur privé, le niveau moyen de connaissances du pays, les mesures incitatives de l'investissement, le niveau moyen des salaires, l'ouverture aux échanges, la dévaluation et la qualité des libertés civiles et des droits politiques. Les résultats du modèle de croissance indiquent que les flux entrants d'IDE contribuent positivement et de façon importante à la croissance économique; en outre, le niveau de l'activité économique permet de prédire les valeurs futures des investissements directs étrangers dont profite la Côte d'Ivoire.

Ces résultats mettent en avant l'idée que des efforts intenses devront être menés par la Côte d'Ivoire, notamment par le

Centre de Promotion d'investissement en Côte d'Ivoire (CEPICI), en vue de révéler et mettre en exergue le potentiel d'attractivité de la Côte d'Ivoire que la crise actuelle tend à occulter. Il s'agit, par exemple, de rassembler les différents codes (code d'investissement, code minier, code pétrolier) en un seul dans un but d'efficacité et de gain en temps, d'accorder des avantages aux droits d'entrée au produits, de créer un statut de l'entreprise exportatrice, d'accorder des avantages aux entreprises pour les investissements en recherche et développement, par exemple des aides financières comme en Tunisie, d'offrir des incitations financières (par exemple des subventions, des primes à l'emploi, prêts publics à des taux subventionnés).

Cette étude met en exergue l'importance du statut des libertés civiles et des droits politiques ou de l'impartialité et la transparence juridiques et administratives pour l'attractivité des flux d'IDE. Même si le potentiel d'accueil des IDE est bien réel, les risques et les entraves à l'augmentation de capitaux étrangers le sont tout autant. Les décisions d'investir procédant de l'analyse minutieuse des couples "risques-opportunités" et "rentabilité-sécurité", la Côte d'Ivoire devra présenter un cadre politico-institutionnel et juridico-réglementaire beaucoup plus incitatif, autrement dit des efforts devraient être consentis en vue d'assurer la sécurité des personnes et des biens, notamment la sécurité des investisseurs, d'assurer un consensus social dans le but de stabiliser l'économie, d'améliorer la qualité des services rendus par la justice, d'assurer la liberté et l'impartialité juridique et administrative, d'assurer le respect des droits politiques. Par exemple, des mesures visant à améliorer les conditions de travail et de vie des magistrats et auxiliaires de justice pourraient conduire à une application rigoureuse de la loi.

Le degré d'ouverture étant un facteur attractif des

investissements étrangers, une politique de déprotection appropriée devrait améliorer l'attractivité de l'économie ivoirienne.

Des actions devraient être menées pour relever les taux de scolarisation. Des moyens sont à mobiliser pour rendre obligatoire l'éducation jusqu'au deuxième cycle du secondaire dans le but d'accroître le niveau de connaissances moyen de l'économie.

7. Références

Athukorala, Premachandra et Jayant Menon (1995), "Developing with Foreign Investment: Malaysia", *Australian Economic Review* (1), 9-22.

Barro, Robert J. (1998), "Notes on Growth Accounting", NBER Working Paper n°6654.

Blomstrom, Magnus et Ari Kokko (1997), "How Foreign Investment Affects Host Countries", *World Bank Policy Research Working Paper* n°1745.

Blomstrom, Magnus, Robert E. Lipsey et Mario Zejan (1992), "What Explains Developing Country Growth?", NBER Working Paper n°4132.

Borensztein, Eduardo, José de Gregorio et Jong-Wha Lee (1998), "How Does Foreign Direct Investment Affect Economic Growth?", NBER Working Paper n°5057.

Boudjedra, Faouzi L. (2004), "Risque Pays, IDE et Crise Financière Internationale", *Laboratoire d'Economie d'Orléans*, non publié.

Bouklia-Hassane, Rafik et Najat Zatla (2001), "L'IDE dans le Bassin Méditerranéen: ses déterminants et son effet sur la croissance Economique", *Seconde Conférence du FEMISE*.

Buckley, P. J. et M. Casson (1976), *The Future of the Multinational Enterprise*, London, MacMillan.

Caves, Richard E. (1971), "International Corporations: The Industrial Economics of Foreign Investment", *Economica* 38, 1-27.

Caves, Richard E. (1996), *Multinational Enterprise and Economic Analysis*, Second Edition. Cambridge, Cambridge University Press.

Dunning, John H. (1973), "The Determinants of International Production", *Oxford Economic Papers* 25, 289-336.

Dunning, John H. (1977), "Trade, Location of Economic Activity, and the MNE: a Search for an Eclectic approach", in *The International Allocation of Economic Activity* ed. by B. Ohlin, P. O. Hesselborn, and P. M. Wijkman, *Proceedings of a Nobel Symposium held in Stockholm*, 395-418.

Dunning, John H. (1993), *Multinational Enterprises and the Global Economy*, Reading, Addison-Wesley Publ. Co.

Feenstra, Robert C. et Gordon H. Hanson (1997), "Foreign Direct Investment and Relative Wages: Evidence from Mexico's Maquiladoras", *Journal of the Japanese and International Economies* 8, 478-510.

Gao, Ting (2005), "Foreign Direct Investment from Developing Asia: Some Distinctive Features", *Economics Letters* 86, 29-35.

Globerman, Steven et Daniel Shapiro (2002), "Infrastructure Politique Nationale et Investissement Etranger Direct", *Document de travail n°37*, Industrie Canada.

Hamilton, James D. (1994), *Time Series Analysis*, Princeton University Press. Princeton, New Jersey.

Hernandez, Leonardo, Mellado Pamela et Valdes Rodrigo (2001), "Determinants of Private Capital Flows in the 1970s and 1990s: Is There Evidence of Contagion?", IMF Working Paper n° WP/01/64, 3-21, Washington, DC: IMF Institute.

Hirsch, S. (1976), "An International Trade and Investment Theory of the Firm", Oxford Economic Papers 28 (2), 258-270.

Hymer, S. (1960), "The International Operations of National Firms: A Study of Direct Investment", unpublished Ph.D. thesis, Massachusetts Institute of Technology.

Kaufmann, Daniel et Shang-Jin Wei (1999), "Does 'Grease Money' Speed Up the Wheels of Commerce?" Policy Research Working Paper 2254. Washington, DC: World Bank.

Kindleberger, C. P. (1969), "American Business Abroad, New Haven, Yale University Press.

Loungani, Prakash et Assaf Razin (2001), "How Beneficial is Foreign Direct Investment for Developing Countries?", Finance and Development, International Monetary Fund.

MacDougall, G. D. A. (1960), "The Benefits and Costs of Private Investment From Above: a Theoretical Approach", Economic Record 36, 13-35.

Merlevede, Bruno et Koen Schoors (2004), "Determinants of Foreign Direct Investment in Transition Economies", unpublished.

Ngouan, Konin Patrick (2005), Financement Budgétaire et Croissance Economique en Côte d'Ivoire, Université Paris 1 - Panthéon-Sorbonne, Thèse de Doctorat.

Peterson, M., N.K. Malhotra et J. Wagner (1999) "Country Quality of Life and Foreign

Direct Investment Decisions", Global Outlook 11 (1), 51-62.

Piper, J.R. (1971), "How U.S. Firms Evaluate Foreign Investment Opportunities", MSU Business Topics 19.

Saravanamuttoo, Neil (1999), "Investissement Etranger Direct et Réduction de la Pauvreté dans les Pays en Développement", Agence Canadienne de Développement International (ACDI).

Vernon, Raymond (1966), "International Investment and International Trade in the Product Cycle", Quarterly Journal of Economics 80, 190-207.

Wacziarg, Romain (1998), "Measuring the Dynamic Gains from Trade", Policy Research Working Paper 2001. World Bank, Washington, D.C.

Wilhelms, Saskia K. S. et Stanley M. D. Witter (1998), "Investments Directs Etrangers et ses Eléments Déterminants dans les Economies Naissantes", <http://www.eargerproject.com/discussion/9f.shtml>.

World Bank (1997), "Global Economic Prospects and the Developing Countries", Washington, D.C.

World Bank (1999), Global Development Finance: Foreign Direct Investment Resilient in the Face of Financial Crisis, Chap. 3 (1), 47-67. Washington, DC.

World Bank (2004), World Development Indicators. Washington, D.C.

CAPEC

- **Membres du Comité de Pilotage**

1. M. KOMENAN Mougo, *Directeur de l'Activité Industrielle, Président du Comité de Pilotage ;*
2. M. Maurice SERI-GNOLEBA, *Ex-Président du Conseil Economique et Social ;*
3. M. TEA Gokou Célestin, *Président de l'Université de Cocody ;*
4. M. Ahoua DON-MELLO, *Directeur Général du Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD), représentant de la Primature ;*
5. M. Aubert ZOHORE, *Directeur de Cabinet du Ministre de l'Economie et des Finances ;*
6. M. ASSEMIEN Alexandre, *Directeur Général du Plan ;*
7. M. KOUASSI Kouamé, *Directeur Général du Budget et des Finances ;*
8. M. Mama OUATTARA, *Directeur du CIRES, Directeur de Programme de la CAPEC.*

- **Coordonnateur**

M. N'GUESSAN Tchétché